

## LA CLASSE « ARCHIVES » DES ARCHIVES NATIONALES : UNE ÉDUCATION NON FORMELLE À L'HISTOIRE

**Résumé :** Depuis sa création dans les années cinquante, le Service éducatif des Archives nationales offre aux enseignants et à leurs élèves des ateliers et des visites pédagogiques destinés à leur faire connaître les archives et les grandes périodes historiques. C'est dans ce contexte qu'est née, en 2007, la classe « Archives » dont l'objectif est de permettre à de jeunes lycéens de découvrir la fonction des archives et le patrimoine écrit de la Nation. Ils leur aient entre autres proposé de participer à des activités pédagogiques innovantes, fondées sur la découverte de documents originaux, tout en s'inscrivant dans la progression de leurs enseignants, tant en histoire, en histoire des arts qu'en sciences. En cela, la classe « archives » constitue une expérience pratique de la vulgarisation scientifique, en cherchant non seulement à instruire mais aussi à provoquer des émotions et des interrogations, en rétablissant enfin un lien entre le discours scientifique et des jeunes gens qui éprouvent souvent de grandes difficultés dans le cadre de l'enseignement formel.

**Mots-clefs :** classe « Archives », éducation non formelle, document-source, archives, vulgarisation scientifique, démarche d'investigation, interdisciplinarité, démarche inductive.

### INTRODUCTION

Depuis sa création, voici plusieurs décennies maintenant, le Service éducatif des Archives nationales<sup>1</sup> offre aux enseignants et à leurs élèves des ateliers et des visites pédagogiques destinés à leur faire découvrir les archives et les grandes périodes historiques.

Un service éducatif d'archives n'est pas une institution qui dispense *stricto sensu* un enseignement. Toutefois, il participe à la formation du public jeune en l'initiant à des pratiques spécifiques qui viennent compléter l'enseignement de l'histoire. Son personnel, composé d'enseignants généralement du secondaire, propose aux classes des activités qui répondent aux instructions officielles de l'Éducation nationale. Chargé de participer à la politique culturelle des archives, il a également la liberté de mettre en œuvre des démarches originales, qui rompent avec les pratiques courantes de l'enseignement au sein de l'école.

C'est dans ce contexte qu'est née, en 2007, la classe « Archives » qui permet à de jeunes lycéens de découvrir chaque année les Archives nationales, situées dans le cœur historique du Marais à Paris. La classe « Archives » répond au double objectif de familiariser le public jeune au travail de l'historien et aux disciplines qui s'y rattachent, en les initiant à l'analyse et à la critique des sources, tout en

---

<sup>1</sup> L'auteur de cet article appartient à ce service des Archives nationales.

leur permettant de rencontrer des professionnels des archives dans leur pratique quotidienne. En cela, le projet est au cœur des problématiques liées aux questions de la vulgarisation scientifique. Il convient en effet de s'interroger sur la façon dont s'articulent l'enseignement à l'école et la transmission au public jeune d'un savoir et d'une démarche scientifique.

L'objet de ces pages est donc d'étudier selon quelles modalités s'est construit le projet, d'en décrire quelques unes des démarches les plus originales en matière de transmission des savoirs, et de tenter d'en appréhender les retombées.

#### *La nature du dispositif*

S'il appartient au conservateur en charge du Département de l'action culturelle et éducative des Archives nationales<sup>2</sup> de définir l'orientation de la politique culturelle et éducative de son service, c'est au professeur, mis à sa disposition, d'assurer l'interface entre les archives et l'enseignement. Il s'agissait tout d'abord de définir les modalités d'exécution du projet. Se posaient ainsi les questions des conditions de fonctionnement d'une classe « Archives », des personnes ressources susceptibles d'être impliquées, des publics destinataires et bien sûr de ses contenus, ce qui pose la question de sa finalité.

#### La genèse d'un projet d'une « nouvelle forme d'enseignement »

Avant de décrire la nature du dispositif dans lequel s'inscrit la classe « Archives », il convient de rappeler dans quel cadre a pris corps le projet.

Le service éducatif des Archives nationales a été créé lors de la réorganisation du Musée de l'Histoire de France<sup>3</sup>, en 1950, par la volonté de Charles Braibant, qui assurait la double direction des Archives nationales et des Archives de France, direction qui relevait alors du ministère de l'Éducation nationale. Dans sa circulaire d'octobre 1950, le directeur des Archives de France, exposait ainsi les objectifs et les moyens de ce type de service : « il a pour objet de mettre les élèves des différents ordres d'enseignement en contact direct avec les documents d'histoire, au moyen de visites commentées du musée de l'Histoire de France [...] : son personnel, placé sous la direction d'un archiviste aux Archives nationales est composé uniquement de membres de l'enseignement mis à ma disposition ». Les liens qui unissaient les deux institutions étaient donc très forts : le fonctionnement du service éducatif reposait – et repose encore – sur la collaboration étroite des archivistes, qui connaissaient leurs fonds, et des professeurs, qui apportaient leurs compétences pédagogiques, dans le but d'ouvrir largement les archives aux élèves du primaire et du secondaire. Jusqu'à cette date en effet, les échanges entre les archives et l'enseignement se limitaient aux seuls étudiants du supérieur, aux quelques leçons données dans les écoles normales à destination des futurs instituteurs<sup>4</sup> et à quelques rares visites de groupes d'élèves du secondaire (Braibant 1957, 5).

---

<sup>2</sup> L'impulsion de ce projet revient ainsi à M<sup>me</sup> Ariane James-Sarazin, conservateur en chef du patrimoine, responsable du Musée de l'Histoire de France au sein du Département de l'Action culturelle et éducative des Archives nationales, entre 2000 et 2008, relayée, dans ces fonctions, par M. Pierre Fournier, conservateur général du Patrimoine.

<sup>3</sup> Le Musée de l'Histoire de France, fondé en 1867, par Napoléon III, au sein de l'hôtel de Soubise, porte depuis 2008 le nom de Musée des Archives nationales.

<sup>4</sup> La circulaire ministérielle du 20 mai 1912 prescrivait aux archivistes de faire des conférences aux élèves des écoles normales d'instituteurs sur le classement, la conservation et l'intérêt historique

Durant ses premières années d'exercice, le service éducatif proposa, pour l'essentiel, des visites guidées des « expositions pédagogiques » et des salles du Musée de l'Histoire de France. L'approche pédagogique s'apparentait à un exposé magistral, même si le contact avec le document-source était privilégié. Les ateliers pédagogiques, tels que nous les connaissons aujourd'hui<sup>5</sup>, ne virent le jour que dans les années quatre-vingt.

L'action du service éducatif s'accompagnait de la diffusion de pochettes de reproduction de documents, de coffrets de moulages de sceaux et de quelques films historiques, à disposition des élèves et des enseignants qui ne pouvaient se déplacer aux archives. L'objectif de l'ensemble de ses premières expériences était d'accompagner « la tendance qui se manifeste de plus en plus au sein de l'Enseignement à substituer aux méthodes purement livresques des méthodes plus actives, à mettre l'écolier, l'étudiant en contact direct avec l'objet de ses études » (Pernoud 1952, 217). Le dispositif fut complété, en 1953, par la mise en place du premier « concours des historiens en herbe », remplacé deux ans plus tard par le « concours de l'historien de demain ». À l'origine, simple questionnaire d'accompagnement des nouvelles salles dédiées au Moyen Âge et à la Révolution française d'un Musée de l'Histoire de France rénové, le concours s'affina dans les éditions suivantes, se proposant de « susciter une nouvelle forme d'enseignement de l'histoire plus vivante et plus concrète [...] en faisant participer activement l'élève à la recherche de documents originaux sur un thème qui l'intéresse [...], aider les jeunes à s'enraciner dans leur culture régionale en les sensibilisant à la richesse du passé de l'endroit où ils vivent [...], donner aux jeunes le goût de l'histoire et de la recherche personnelle, et susciter ainsi des vocations d'historiens »<sup>6</sup>. Après une refonte au début des années quatre-vingt, le concours fut définitivement abandonné au milieu des années quatre-vingt-dix, essentiellement parce qu'il était de plus en plus difficile, faute de moyens matériels et humains suffisants, de mettre chaque année à disposition des élèves une sélection de documents, sur une thématique commune, dans chaque service d'archives.

La classe « Archives », loin de renier l'ensemble de cet héritage, va au contraire s'en inspirer, perpétuant cette dynamique insufflée il y a maintenant plus de soixante ans. La donne a cependant changée : les programmes de l'Éducation nationale, les approches pédagogiques, les élèves eux-mêmes, ont considérablement évolué.

---

des archives communales. Cependant, les cas d'instituteurs utilisant, une fois en poste, des documents d'archives avec leurs élèves, étaient restés très isolés.

<sup>5</sup> Ateliers de calligraphie, de sigillographie ou d'héraldique, pour ne citer que ceux que l'on rencontre dans tous les services éducatifs d'archives. Ces ateliers proposent, après une présentation du site et de la fonction des archives, une approche théorique de la question choisie, puis une réappropriation des savoirs par les élèves sous la forme d'une production technique ou artistique. Les Archives nationales déclinent, à ce jour, plus d'une trentaine d'ateliers qui couvrent l'ensemble des périodes médiévale, moderne et contemporaine. La programmation en est disponible sur le site officiel des Archives nationales : <http://www.archivesnationales.culture.gouv.fr>.

<sup>6</sup> Archives nationales, archives du service éducatif, dossiers « concours de l'historien de demain », non cotés.

*Les modalités*

La question de la diffusion, auprès du public scolaire, de la culture scientifique et technique propre aux archives – et donc difficile de déclinée en classe – revient à s’interroger sur les dispositifs les mieux adaptés pour y parvenir.

Des expériences de ce type ont déjà été menées, mais peu ont fait l’objet de publications. On connaît ainsi quelques unes des actions engagées, en 1986, par les Archives départementales du Cher et des Landes et par les Archives communales de Montbéliard (Gautier-Desvaux 1988, 227), en 1997, par les Archives départementales de Seine-et-Marne<sup>7</sup>, et, plus récemment, en 2000, par l’archiviste municipale de la ville de Villeneuve d’Ascq (Houillon 2004, 28-31). Toutes s’inscrivaient dans le dispositif institutionnel des classes culturelles<sup>8</sup> dont une des applications est la classe du patrimoine. Cette dernière consiste à installer un groupe de jeunes, pour une semaine, dans un site particulier autour d’un projet, élaboré de concert par l’institution d’accueil et l’enseignant, et exploité sur la durée, en fonction d’un choix de thèmes figurant dans les programmes scolaires. Notre classe « Archives », quant à elle, s’est inscrite au final dans le cadre d’une classe à projet artistique et culturel<sup>9</sup>, qui permet entre autres de répartir les séances de travail tout au long de l’année scolaire. L’enseignant a ainsi la possibilité de préparer la séance aux archives et d’en exploiter ensuite les contenus avant la séance suivante.

Se posait encore la question du choix de la classe puisqu’il ne peut être question de démultiplier un tel projet dans un même service d’archives. En effet, un dispositif de ce type suppose un important investissement en temps et moyens humains et ne peut rester qu’une opération pilote, susceptible en revanche de se décliner dans d’autres services éducatifs. Notre choix s’est porté sur une classe de Seconde du lycée Henri Wallon d’Aubervilliers, situé en Seine-Saint-Denis, département où le nouveau centre des Archives nationales doit ouvrir ses portes, au tout début de l’année 2013. Il s’agit tout d’abord de répondre aux interrogations que suscite la construction du bâtiment sur le site des Tartres, localisé à la jonction des communes de Pierrefitte-sur-Seine, Saint-Denis et Stains, mais aussi aux attentes d’une population qui voit, dans l’installation de ce pôle culturel et scientifique, un signe de désenclavement. Le projet semblait s’adresser davantage à une classe de Seconde, d’abord en fonction du contenu des programmes scolaires, ensuite parce qu’il nécessite une certaine maturité, enfin parce qu’il s’agit d’une classe de détermination, année où les élèves font le choix de leur orientation, voire pour certains, de leur réorientation. Si le dispositif est inscrit au projet d’établissement afin d’obtenir des dotations horaires et des aménagements de service pour permettre le travail interdisciplinaire<sup>10</sup>, il n’était pas question de créer une Seconde à option « histoire » ou « Archives », mais bien de recevoir une classe, dans sa di-

---

<sup>7</sup> Alors en poste dans un collège de Seine-et-Marne, j’avais mis en place une classe patrimoine avec M. Jean Capillon, professeur-relais aux Archives départementales, en partenariat avec la DRAC Ile de France, le Comité des Archives et du Patrimoine de Seine-et-Marne, l’Association du Vieux-Château de Brie-Comte-Robert et les Services municipaux de l’Archéologie de la Ville de Melun. Cette expérience m’a été particulièrement précieuse pour la mise en place de la classe « Archives » des Archives nationales.

<sup>8</sup> Circulaire interministérielle 89-279 du 8 septembre 1979.

<sup>9</sup> Circulaire interministérielle 2001-104 du 14 juin 2001.

<sup>10</sup> Au sens où l’on convoque plusieurs disciplines, avec leurs démarches propres, pour mieux cerner un objet d’étude.

versité, composée dans le cas présent, dans sa grande majorité, de jeunes gens « éloignés de la culture ». L'objectif était de leur faire découvrir la fonction des archives et le patrimoine écrit de la Nation, de leur proposer des visites du site et des ateliers pédagogiques fondés sur la découverte de documents originaux, tout en s'inscrivant dans la progression de leurs enseignants, tant en histoire, en histoire des arts qu'en sciences. Il était prévu initialement de faire bénéficier de la classe « Archives » un nouvel établissement à chaque rentrée scolaire, mais il s'est révélé, au terme de la première année d'exercice, que l'arrêt de la collaboration entre les Archives nationales et le lycée créerait un « vide », un sentiment d'abandon très mal ressenti par les élèves. Nous avons ainsi opté pour un cycle de trois années<sup>11</sup>.

Restait la mise en œuvre du travail de vulgarisation. Il a été rendu possible par le travail conjoint de plusieurs intervenants : pédagogues, enseignants détachés aux Archives nationales, personnels scientifiques des Archives (conservateurs en charge des fonds, chargés d'études documentaires, secrétaires de documentation), personnels techniques (chefs de travaux d'art, techniciens d'art, équipe de magasinage), personnels en charge de la valorisation des fonds auprès du public et personnels d'accueil. Tous ont su adapter, pour ces jeunes gens parfois en grande difficulté scolaire, un discours souvent complexe pour expliquer leurs au sein des archives<sup>12</sup>. Une des forces du projet a été de pouvoir réunir cet ensemble de compétences au service des élèves<sup>13</sup>. Enfin, le succès de l'entreprise n'aurait pu être assuré sans l'adhésion et l'engagement de l'équipe enseignante et le soutien de son administration<sup>14</sup>.

#### *Les finalités du projet*

Le projet initial prévoyait cinq séances de travail réparties de janvier à mai, à raison d'une séance mensuelle. La progression permettait de découvrir les lieux, les missions de conservation, de communication et de valorisation des Archives, de s'initier à la recherche et au commentaire de documents, tout en rencontrant, au fil des séances, des professionnels des Archives. Une sixième et dernière séance mettait l'accent sur le réseau des Archives en découvrant les fonds spécifiques des Archives départementales et municipales. D'une année sur l'autre, le projet s'est étoffé et les rendez-vous se sont fait plus fréquents : huit aux Archives nationales, un aux Archives départementales, un aux Archives municipales, auxquels s'ajoute une dizaine de modules thématiques organisés sur le territoire de la commune et

---

<sup>11</sup> Initié en 2007 avec des élèves de Seconde, le projet a été reconduit jusqu'en 2010. La collaboration entre cet établissement et les Archives se poursuit avec une classe de Première afin de renouveler les problématiques. La rentrée de 2011 verra l'ouverture d'une nouvelle classe « Archives » avec l'établissement de secteur de Pierrefitte-sur-Seine.

<sup>12</sup> La transposition des savoirs a ainsi été tour à tour assurée par l'enseignant détaché au Service éducatif, mais aussi par l'agent scientifique. L'un et l'autre, en travaillant de concert, ont veillé à assurer la vulgarisation de contenus mais aussi d'une démarche.

<sup>13</sup> Une trentaine de nos collègues des Archives nationales ont donné de leur temps pour la réalisation et le succès de la classe « Archives ». Qu'ils en soient ici aujourd'hui remerciés, ainsi que M<sup>me</sup> Neuschwander, alors directrice des Archives nationales, et M. Galland, directeur scientifique du site de Paris, qui nous ont apporté tout le soutien nécessaire à l'élaboration du projet.

<sup>14</sup> La cohésion du projet a ainsi été assurée par Aude Van Kerckhove, professeur d'Histoire et Géographie, et Pierre Labarbe, professeur de Physique-Chimie, présents lors de l'ensemble des activités, avec l'appui de M<sup>me</sup> F. Bertot, proviseur de l'établissement.

dans l'établissement lui-même, soit une vingtaine de séances qui s'échelonnent de septembre à mai.

Ainsi, les élèves ont pu non seulement bénéficier d'une sélection d'ateliers pédagogiques proposés par le Service éducatif des Archives nationales, en lien avec les programmes d'histoire, de géographie et de sciences, mais au-delà de ces activités, fondées sur l'exploitation et l'analyse de documents originaux, ils ont aussi pu accéder à des espaces normalement fermés au public, dont la découverte permet de comprendre davantage la fonction historique et civique des archives. On a renoué ici avec une pratique des années cinquante, quand la visite du Musée était suivie de celle des Grands Dépôts et de « certaines installations des Archives nationales, susceptibles d'intéresser des élèves : service photographique, minutier central, service sigillographique, service de restauration des documents... » (Duchain et Rumeau 1957, 17), pratique abandonnée par la suite devant l'affluence des groupes. Mais là où il s'agissait d'une visite passive, dont le succès reposait en grande partie sur la capacité d'attention et de concentration de ces premiers jeunes visiteurs, nous privilégions avec les élèves de la classe « Archives » une démarche inductive, méthode active mettant les élèves en situation de découverte, d'analyse, d'expérimentation puis de conceptualisation. Ainsi, tout en s'inscrivant dans le champ formel des programmes de l'Éducation nationale, le dispositif mis en place permet également de sensibiliser les élèves aux problématiques de conservation et de communication des archives de la Nation, reflets des enjeux épistémologiques de la recherche historique : la vulgarisation — et non l'animation, car ces actions, hors les murs de l'école, s'inscrivent dans une démarche pédagogique — devient un instrument de la transmission du savoir scientifique.

### LES RÉALISATIONS

En marge de l'éducation formelle, les acteurs de services éducatifs d'institutions culturelles doivent cependant également s'inscrire dans les programmes édictés par l'Éducation nationale, d'abord parce que cet impératif entre généralement dans leur lettre de mission, ensuite parce que c'est souvent une des conditions du succès des opérations qu'ils mettent en place à destination des scolaires. En revanche, devant aussi participer au programme de développement culturel de l'institution où ils servent<sup>15</sup>, ils conservent une certaine liberté d'action, peuvent ainsi proposer des démarches originales, se dégager, du moins en partie, des contraintes horaires<sup>16</sup>, et jouer pleinement la carte de la pluridisciplinarité, voire de la transdisciplinarité. Le dispositif mis en place dans le cadre de la classe « Archives » nous a ainsi permis de nous affranchir en partie des carcans horaires et disciplinaires.

---

<sup>15</sup> Si l'enseignant mis à disposition ou détaché propose aux classes des activités qui s'inscrivent dans le cadre des programmes officiels de l'Éducation nationale, il a aussi pour mission de « participer à l'élaboration du programme de développement culturel des archives », *Bulletin officiel de l'Éducation nationale*, n° 10 du 11 mars 1993.

<sup>16</sup> Il faut néanmoins toujours jouer avec les contraintes des emplois du temps fractionnés entre plusieurs professeurs, proposer des activités qui s'insèrent dans les progressions des enseignants et prendre en compte, dans la tenue des calendriers, des exigences des examens.

Il n'est pas question de détailler, dans ces pages, l'ensemble du contenu des actions menées à destination des élèves, mais de mettre l'accent sur quelques « réalisations exemplaires » – au sens étymologique du terme. La première est certainement d'avoir pu placer nos élèves dans la situation de chercheurs<sup>17</sup> au Centre d'Accueil et de Recherche des Archives nationales (CARAN) ; la seconde est le travail réalisé sur la notion de territoire et de son appropriation ; une dernière enfin est le travail transdisciplinaire réalisé tout au long de l'année sur la thématique « sciences et archives ».

### 2.1. Travailler sur les documents-sources avec des élèves : une gageure ?

L'idée d'enseigner avec des documents d'archives, avec le « document-source », n'est pas une nouveauté : elle correspond au tournant pris dans les années cinquante par les services d'archives et aux orientations de didacticiens dans les mêmes années (Chaulanges 1961, 6-7). Tous soulignent l'intérêt de la démarche pédagogique, reposant sur la charge émotionnelle contenue dans le document original, présenté, de surcroît, dans son lieu de conservation : « Nos élèves y retrouvent les leçons d'histoire étudiées en classe, mais illustrées de façon parlante [...] ils prennent un contact direct, « actif » avec les pièces originales qui ont servi à rédiger ou à illustrer leur manuel scolaire. Cette nouvelle méthode d'enseignement contribuera à développer chez nos élèves non seulement la connaissance du passé, mais leurs qualités d'observation, de réflexion et de curiosité scientifique » (Braibant 1957, 11), à l'image des attendus du *Socle commun de connaissance et de compétences*<sup>18</sup>, étendus aux programmes de lycée<sup>19</sup>, en termes d'attitudes scientifiques.

L'utilisation du document-source par les élèves, « document par excellence » (Granier et Picot 2002, 178), n'est cependant pas sans lever une certaine perplexité, et ceci parmi de nombreux didacticiens et conservateurs. En premier lieu se pose la question de savoir comment concilier l'approche pédagogique et les exigences de la conservation. En effet, l'exploitation du document d'archives pose toujours le problème de sa manipulation, pour en éviter la détérioration. L'état du document, sa fragilité conditionnent les choix. Les manuels d'archivistique préconisent de placer les documents sous vitrine, ou, à défaut, quand ils doivent être manipulés, sous pochettes de rhodoïd ou de mylar<sup>20</sup>. S'ajoutent les difficultés inhérentes à certains documents : lisibilité, langue utilisée, vocabulaire spécifique ou déroutant. Le document-source ne répond pas alors aux critères de « lisibilité et d'attractivité » mis en avant par les didacticiens : « un problème pédagogique important se pose car ce type de document est souvent difficile à étudier avec les élèves. Il nécessiterait un apprentissage qui ne relève pas des objectifs centraux de l'enseignement secondaire » (Granier et Picot 2002, 178). Ainsi, paradoxalement, le document-source, document par excellence, représentatif aussi, par la critique externe que l'on peut en faire, d'une période, serait d'approche trop complexe

---

<sup>17</sup> À l'instar de la démarche d'investigation mise en place dès l'école primaire en sciences expérimentales et en technologie.

<sup>18</sup> Bulletin officiel de l'Éducation nationale, n° 29 du 20 juillet 2006.

<sup>19</sup> Bulletin officiel de l'Éducation nationale, n° 4 du 29 avril 2010.

<sup>20</sup> Mylar : film de sûreté de grande solidité en tension, stable et transparent.

pour les élèves. Et ce alors qu'on le retrouve souvent tel que dans les manuels scolaires, sans « guide de lecture ».

Sans nier les difficultés liées à la paléographie, à l'usage du vieux français ou du latin médiéval, mettre les élèves en contact avec des documents d'archives, les aider à les appréhender dans leur complexité, c'est rompre avec l'approche normée et collective offerte par le manuel scolaire et leur faire prendre conscience que l'Histoire du manuel est le résultat d'une investigation menée à partir de documents-sources. L'étude des documents d'archives nécessite une initiation aux méthodes de travail de l'historien<sup>21</sup>, envisageable dans le cadre de notre dispositif de classe « Archives », approche qui trouve son point d'orgue lors de la séance de travail au CARAN, quand les élèves, après avoir consulté les instruments de recherche dans la salle des inventaires, vont à leur tour s'emparer de ces documents.

Il nous a fallu tout d'abord déterminer une thématique commune, susceptible d'intéresser l'ensemble des élèves, et de répondre à la grande hétérogénéité de niveaux de la classe. Le choix s'est porté sur le territoire qu'ils habitent, unique lien fédérateur entre eux. Il était également nécessaire de trouver des documents de nature variée, qui pouvaient s'inscrire dans des problématiques qui dépassaient la seule histoire locale, et en nombre suffisant pour permettre à plusieurs petits groupes d'élèves de travailler indépendamment les uns des autres, puisqu'il n'est pas envisageable de travailler en classe entière sur le même registre ou sur la même charte. Au final, le corpus se compose d'une douzaine de documents – manuscrits ou imprimés, charte, registres, circulaires ou dossiers administratifs, lettres, cartes, plans – dont les dates s'échelonnent de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, pour le plus ancien, au milieu des années cinquante pour le plus récent.

La répartition de ces documents d'archives, entre les élèves, ne s'est pas faite au hasard. Les séances préliminaires d'initiation à la recherche historique et à la paléographie ont permis, au fil des séances, de repérer les élèves particulièrement « moteurs ». Les exercices de paléographie sur des documents originaux loin de rebuter les élèves, ont au contraire contribué à les mobiliser, tout en les valorisant<sup>22</sup>. Ceux d'entre eux qui avaient des facilités ont logiquement pris en charge l'étude des documents les plus complexes à la lecture, transcriptions et traductions étant mis à leur disposition si cela s'avérait nécessaire.

Chaque groupe d'élèves disposait ensuite d'un dossier documentaire destiné à apporter des éclaircissements sur le document à exploiter (descriptif du fonds

---

<sup>21</sup> Pour certains didacticiens, de telles pratiques sont vaines : « Dans les instructions officielles, il fut un temps question de faire acquérir à l'élève "le comportement de l'historien", d'où dans certains manuels des pages documentaires intitulées : "La démarche de l'historien". Cet objectif ambitieux et sans doute un peu vain est passé à l'arrière-plan dans des instructions officielles plus récentes, et pour cause : l'enseignement secondaire n'est pas destiné à former des historiens ou des géographes professionnels » (Granier et Picot 2002, 180). L'objectif de la classe « archives » n'est pas non plus de former des historiens, ni même de créer des vocations, mais simplement de privilégier une démarche active de découverte des sources afin de « continuer à procurer aux nouvelles générations une connaissance de l'histoire par le document, et les aider à acquérir le sens critique si nécessaire à nos contemporains » (Favier 1990, 260). Dans ce contexte, le rôle des services éducatifs d'archives devient déterminant dans l'accession du public jeune au patrimoine national écrit.

<sup>22</sup> D'autant que la pratique a montré que ce ne sont pas systématiquement les meilleurs élèves, souvent déroutés par l'aspect et le manque de lisibilité du document d'archives, qui réussissent le mieux les exercices de paléographie. Ce travail préliminaire de transcription a permis de faire « entrer dans la séance » les élèves les plus en difficulté.



d'archives d'où provient le document, contexte historique, lexicque, chronologie, extraits de publications de nature scientifique, extraits de manuels scolaires du secondaire). Chacun des groupes était également accompagné d'un agent des archives nationales, personnel de conservation, de documentation, ou du service éducatif, chargé de les guider dans l'analyse du document et de les préparer au travail de restitution de leurs travaux, à l'oral, en séance plénière.

Ce type de séquence, fondée sur la découverte et l'exploitation de documents originaux, propose une approche différente de celle réalisée en classe, à partir du document reproduit dans le manuel : on passe d'une démarche passive, où l'on attend de l'élève qu'il réponde à des questions, à une démarche active, où il lui faut susciter les questions, construire un discours cohérent d'interprétation, confronter des sources variées, complémentaires voire contradictoires, autrement dit développer son sens critique ; là encore il s'agit une attitude attendue dans le cadre du *Socle commun* comme dans celui des programmes du secondaire.

*Appréhender le territoire où l'on vit*

Il n'était pas question dans le projet initial d'apporter autant d'importance à la notion géographique de territoire. Partis de l'idée de faire un lien entre les archives nationales et les archives familiales dont les élèves pouvaient disposer, nous en sommes venus, parce qu'ils viennent d'horizons géographiques très différents, à travailler sur ce qui leur était commun à tous, à savoir le territoire où ils habitent.

Présente dans les programmes scolaires de l'ensemble des cycles d'enseignement, la notion de territoire est au centre, par ailleurs, de nombreux débats qui dépassent la simple approche géographique et touchent à l'histoire et aux sciences sociales. Brunet (1992, 436) en donne la définition suivante : « Le territoire tient à la projection sur un espace donné des structures spécifiques d'un groupe humain, qui incluent le mode de découpage et de gestion de cet espace. Il contribue en retour à fonder cette spécificité, à conforter le sentiment d'appartenance, il aide à la cristallisation des représentations collectives, des symboles qui s'incarnent dans les hauts lieux. » Comme le soulignent Dorel et Gras (2002, n.p.), le territoire, « portion d'espace géographique bornée appropriée, administrée, aménagée » recouvre « une notion à la fois juridique, sociale et culturelle, voire affective ».

L'expérience de la classe « Archives » avec nos jeunes gens de Seine-Saint-Denis nous a fait prendre conscience de l'importance de cette notion qui revêt pour eux un caractère particulièrement concret. Souvent coupés de leurs racines familiales, parfois en pleine crise identitaire, ils habitent un territoire dont, souvent, ils ne perçoivent pas non plus la richesse culturelle et historique. Nous sommes cependant là encore aux marges de l'éducation formelle, dans la mesure où les programmes scolaires accordent finalement peu de place à l'histoire et à la géographie locale, longtemps suspectes de servir, dans l'idéologie de la Troisième République, des finalités patriotiques (« les petites patries au service de la connaissance et de l'amour de la grande ») et dont la valeur pédagogique n'est reconnue que si elle est « suffisamment représentative des enjeux géographiques que contient le thème général » (Champigny et Durand 2002). Autrement dit, étudier le local n'a de sens que si l'étude vient corroborer le constat que l'on fera à

l'échelle de la Nation. C'est cependant une approche amorcée dès les années cinquante dans les services d'archives<sup>23</sup>, et qui a trouvé un nouvel élan lors de la mise en place de la « Politique de la Ville », au début des années quatre-vingt-dix, avec la promotion d'actions mêlant histoire de la ville ou des quartiers, mémoire et identité (Forlivesi 2007, 286). La classe « Archives » permet là encore de s'affranchir des contraintes horaires et des programmes, en valorisant les documents d'archives, avec pour objectif de donner aux élèves, une fois adultes, la capacité d'apprécier les enjeux de la gestion et de l'aménagement des territoires de la cité, de les faire passer ainsi du statut d'habitant à celui de citoyen.

#### *Sciences et archives*

Le service éducatif des Archives nationales joue depuis plusieurs années déjà la carte de la pluridisciplinarité voire de la transdisciplinarité (Castagnet 2007, 1-24). Ainsi de nombreuses activités pédagogiques conjuguent Histoire, Géographie, Lettres, Arts plastiques et Histoire des Arts. Des ateliers consacrés à l'étude de la cartographie et à l'instauration du système métrique ont permis également d'introduire les mathématiques dans les champs disciplinaires étudiés, mais il restait à établir des activités dans le domaine des sciences expérimentales. Cette nouvelle dimension a été rendue possible, d'abord parce que nous disposions de davantage de temps pour la mise en place d'une véritable démarche d'investigation, ensuite parce que nous bénéficions de la présence, dans l'équipe pédagogique, du professeur de Physique-Chimie, et, aux Archives nationales, du concours de nos collègues des ateliers de restauration, de la conservation préventive et du service des sceaux. Les documents étudiés durant les séances aux Archives, en particulier ceux du Moyen-Âge, présentaient un certain nombre d'altérations ou de dégradations, d'origine exogène mais aussi endogène : dégradation du parchemin ou du papier, changement de couleur des encres, détérioration des sceaux. Le programme de sciences physiques et chimiques<sup>24</sup> apportait des éléments de réponses à ces questions, au cœur des préoccupations des conservateurs en charge de fonds d'archives : pourquoi un document se dégrade-t-il, comment stabiliser son état de conservation, comment le restaurer si nécessaire ? Pour les élèves de la classe « Archives », ce sont autant d'exemples concrets pour l'apprentissage de certaines notions du programme, en favorisant une démarche d'investigation reposant sur l'expérimentation, ce qui permet une meilleure appropriation des savoirs en rendant les élèves plus actifs, intellectuellement et manuellement (Boilevin 2009, 11-12).

La première expérience a porté sur les encres utilisées au Moyen-Âge dans nos documents. Pour comprendre pourquoi leur couleur passait du noir au marron-orangé et comment leur composition pouvait abîmer le papier, il a été proposé aux élèves de fabriquer une encre ferro-gallique, la plus courante dans le monde occidental, à partir d'une recette du XIII<sup>e</sup> siècle<sup>25</sup> : les noix de galle<sup>26</sup> broyées restent à

---

<sup>23</sup> « Voir les ressources du dépôt [d'archives] pour l'histoire de leur canton ou de leur village [...], englober l'histoire nationale dans l'histoire universelle et en même temps insister sur l'aspect concret de l'histoire en appliquant l'enseignement au terroir » (Braibant et Bautier 1958, 19)

<sup>24</sup> Bulletin officiel de l'Éducation nationale, HS n° 7 du 31 août 2000. Pour rappel, l'expérience a été menée avec des élèves de Seconde de 2007 à 2010, avant l'instauration des nouveaux programmes.

<sup>25</sup> Le mode opératoire qui suit a été défini par Pierre Labarbe, professeur de Physique-Chimie.

<sup>26</sup> On appelle *galle* une excroissance tumorale de forme sphérique produite sur les tiges, feuilles ou

macérer dans l'eau pendant une semaine ; la solution est ensuite filtrée puis portée à ébullition ; on ajoute alors un sel métallique du type sulfate de fer (constituant du vitriol, proposé dans la recette d'origine) puis un liant, la gomme arabique. Les tannins, contenus dans la noix de galle, réagissent au sulfate de fer et, sous l'action de l'air, la solution devient d'un noir intense. La séquence se termine par l'utilisation de l'encre par les élèves dans le cadre d'un atelier « calligraphie », en leur précisant que, une fois l'encre posée sur le papier, la partie organique des tannins va commencer à se dégrader lentement, laissant place aux oxydes de fer, d'où la couleur marron-orangée de l'encre de nos documents originaux. L'expérience a ainsi permis d'aborder de façon concrète la notion d'oxydation qui figure dans les programmes scolaires.

La restauration des sceaux a été le prétexte à d'autres expériences : réalisation d'une solution aqueuse non acide pour le nettoyage des sceaux ; étude du processus de sublimation<sup>27</sup> du cyclododécane, utilisé lors du nettoyage du sceau, pour la protection des lacs de soie sur lesquels le sceau est apposé.

On pourrait imaginer d'autres développements, à la condition de multiplier les séances et de renforcer encore davantage le lien entre la salle de Physique-Chimie du lycée et les laboratoires des Archives nationales.

Outre la démarche utilisée, qui peut être rapprochée de la pratique de la recherche scientifique (question, hypothèses à vérifier, expérimentation, synthèse et communication du résultat), on peut parler ici d'un réel travail pluridisciplinaire dans la mesure où « pour chacune des situations, diverses disciplines peuvent être convoquées pour montrer en quoi leur point de vue et les savoirs mobilisés permettent de comprendre les enjeux de la situation » (Dupin 2009, 36). L'objectif est bien sûr de s'appropriier des savoirs, mais aussi de comprendre comment s'établit une démarche scientifique.

### RETOUR SUR EXPÉRIENCES

« La classe d'histoire aux Archives est plus fructueuse que la classe faite au lycée, au collège ou à l'école » constatait Charles Braibant après quelques années seulement d'exercice des premiers services éducatifs d'archives (Braibant 1957, 11).

Avec le temps, les actions se sont diversifiées, les projets sont devenus plus ambitieux, à l'exemple de la classe « Archives ». Il convient cependant de s'interroger maintenant en terme de bilan et de retombées de ce type de dispositif.

---

fruits de certains végétaux, suite à des piqûres d'animaux parasites (acariens, insectes...). Dans nos régions tempérées, les galles les plus connues sont les galles du Chêne encore appelées « noix de galle ».

<sup>27</sup> La physique fait la différence entre trois états de la matière : solide, liquide et gazeux, une matière pouvant passer d'un état à l'autre. Quand la transition se fait directement de l'état solide à l'état gazeux, on parle de sublimation. Le cyclododécane, qui fait partie des hydrocarbures alicycliques saturés, a été introduit dans les services de conservation-restauration du fait de sa capacité à se volatiliser à température ambiante. Il est ainsi utilisé pour la mise en place de couches de protection (Bruhin S., « Le processus de sublimation du cyclododécane » – in : *CeROArt, Conservation, exposition, Restauration d'Objets d'Art* 6/2010, Revue électronique). La mise en œuvre de l'expérience revient à Agnès Prévost, chef de travaux d'art, responsable de l'atelier de restauration des sceaux des Archives nationales.

*Des pratiques en marge de l'éducation formelle*

Le projet de classe « Archives » propose des démarches qu'il est difficile de mettre en œuvre dans le cadre formel de l'Éducation nationale, soit parce que les contraintes horaires et matérielles sont trop importantes, soit parce que les instructions officielles, relayées par l'Inspection, ne s'y prêtent pas, soit enfin du fait de l'appréhension de nombreux enseignants à travailler directement à partir de documents d'archives<sup>28</sup>. En effet, « enseigner » l'histoire avec des documents originaux, ce qui constitue le but de notre action de vulgarisation, est différent d'enseigner avec le manuel où le document est bien contextualisé et assorti de questions dont on connaît les réponses. Le document d'archives exige de se poser la question de son origine et de son authenticité, de la véracité des informations qu'il contient, et donc d'en croiser l'information avec d'autres données, dans la mesure où « il ne contient pas en lui-même la vérité historique » (Birée 2009, 45). Cette confrontation au document d'archives reste pour les élèves le meilleur moyen de les sensibiliser à la démarche historique et aux disciplines qui l'accompagnent, à la fois parce qu'il les touche émotionnellement, les étonne et aiguise leur sens critique, en les incitant à construire leur propres schémas d'interprétation.

*Placer les élèves au cœur du processus de vulgarisation*

Une des forces du projet est d'avoir placé les élèves au centre d'une démarche active, tout à la fois pour leur redonner le goût de l'histoire et des sciences, leur faire découvrir l'attrait de la recherche et leur faire percevoir que les champs disciplinaires ne sont pas cloisonnés, contrairement au ressenti qu'ils peuvent en avoir dans l'enseignement classique. L'historien côtoie l'archiviste et le pédagogue, le technicien d'art et le physicien pour une finalité commune : la conservation du document pour sa communication au public. Cela peut être le public initié des chercheurs, mais aussi le grand public, averti ou néophyte, jeune ou adulte, qui découvre les archives par le biais des expositions. Visiter une exposition d'archives est souvent d'un accès difficile pour les élèves : les cimaises sont adaptées au public adulte ; contenus, cartels et livrets d'exposition sont souvent de bonne tenue intellectuelle et souvent difficilement accessibles<sup>29</sup>. Il est donc nécessaire, pour l'accueil des élèves, de proposer un cheminement spécifique dans l'exposition, à partir d'un choix de documents ou d'œuvres sélectionnés en fonction du niveau de la classe.

Une autre démarche a été proposée aux élèves de la classe « Archives » pour découvrir les expositions organisées par le Département de l'action culturelle et éducative des Archives nationales : comprendre le processus de vulgarisation qui préside au montage d'une exposition à destination du grand public. Ils ont ainsi rencontré les commissaires scientifiques et pu appréhender les impératifs scien-

---

<sup>28</sup> Les professeurs des écoles sont avant tout des enseignants par définition polyvalents et non donc pas toujours suivi un cursus en histoire. Si les professeurs d'Histoire et Géographie du secondaire possèdent, quant à eux, une formation en histoire, ils n'ont pas systématiquement eu l'occasion d'effectuer un travail de recherche à partir de documents d'archives, situation qui va d'ailleurs se généraliser avec la réforme des masters. Nombreux sont donc les enseignants qui ne se sentent pas préparés à cette approche et redoutent de se trouver en difficulté face à leurs propres élèves.

<sup>29</sup> L'ouvrage *La pratique archivistique française*, dans sa dernière réédition de 2008, précise d'ailleurs qu'il est « inutile de concevoir une exposition particulièrement destinée au public scolaire », et que « le rôle du professeur est de mettre l'exposition à la portée des enfants, par exemple en concevant un livret de présentation adapté au niveau de connaissance des élèves » (Favier 2008, 443)

tifiques et culturels qui déterminent le choix de tel document associé à telle œuvre ; rencontré les chargés d'études documentaires qui analysent le discours scientifique et l'adaptent au niveau du grand public (se pose alors la question de la vulgarisation du discours scientifique) ; rencontré le scénographe qui va rendre accessibles, attrayantes des pièces parfois austères ou arides. Sans oublier, le travail des techniciens d'art qui mettent en œuvre, et le rôle du chargé de communication qui diffuse l'information. Chaque année, les élèves de chacune des sessions ont été invités lors du vernissage de l'exposition dont ils avaient suivi l'élaboration au fil des semaines. Cela a permis non seulement de les inscrire dans d'autres rapports de civilités mais aussi de leur faire découvrir le « produit fini ». On a vu ainsi les élèves observer avec attention la façon dont un document était mis en valeur, critiquer tel ou tel aspect de la scénographie par rapport à ce qu'ils avaient imaginé, conclure enfin : « cette exposition, c'est un peu comme si elle était à nous ».

#### *Points forts et limites*

Les résultats obtenus auprès des élèves sont donc globalement plus qu'encourageants. Cependant, la réussite qui accompagne les quelques actions majeures développées ici, ne doit pas masquer ni les limites ni les difficultés auxquelles nous avons été confrontés.

La classe « Archives » reste une opération pilote, qu'il est difficile, voire impossible, de démultiplier dans un même service d'archives, alors que l'on souhaiterait au contraire pouvoir le décliner avec de nombreuses classes simultanément, pour en faire bénéficier le maximum d'élèves. En effet, l'ensemble de ces actions est chronophage et si les retombées sont positives en termes de diffusion d'une connaissance scientifique, elles restent limitées à un seul groupe classe. Tout au plus, pouvons-nous espérer voir d'autres services éducatifs, à l'échelle des archives départementales et communales, s'emparer de ce type de projet et le décliner à leur tour, en fonction du potentiel de leur fonds et des disponibilités de leur personnel.

Sur les quatre années d'exercice, il a également fallu composer, au départ, avec le manque de motivation de nombreux élèves, pour certains en situation de décrochage scolaire, d'autant que l'établissement est aussi marqué par une forte tendance à l'absentéisme. La difficulté de concentration, le manque d'autonomie, les difficultés tant dans l'expression orale qu'écrite, ont été autant d'obstacles à surmonter pour la poursuite d'un projet aux objectifs ambitieux et complexes. Pour autant, la variété des activités, menées en dehors du cadre scolaire, leur richesse, l'investissement de l'ensemble des partenaires, ont permis l'adhésion d'une grande partie des élèves (au nombre d'une quinzaine au début de l'année 2009-2010, nous comptons 24 à 25 participants à compter du mois de février). Dans le même temps, les enseignants ont pu constater que les élèves développaient des capacités d'autonomie face à la diversité des situations et comprenaient mieux les exigences méthodologiques de l'étude documentaire en histoire en classe<sup>30</sup>. Le travail effectué à partir des originaux n'est pas étranger à ce succès. Le respect des règles à observer en milieu d'archives, les exigences de rigueur et de soin, tant pour la manipulation des documents, que pour la mise en œuvre de

---

<sup>30</sup> Aude Van Kerckhove et Pierre Labarbe, *Bilan pédagogique de la classe archives*, rapports à destination du DAAC du Rectorat de Créteil pour les années scolaires 2008-2009 et 2009-2010.

leurs propres travaux, ont eu des incidences directes sur la perception que les élèves pouvaient avoir de leur travail. L'approche qu'ils ont eu des archives a aussi considérablement fait évoluer leur perception de la notion de patrimoine : « l'émotion liée à la découverte d'un original et les nécessaires précautions d'usage favorisent le respect du patrimoine écrit et induisent plus généralement une prise de conscience des responsabilités envers le patrimoine sous toutes ses formes » (Gautier-Desvaux 1988, 218).

Enfin, on pourrait nous opposer, comme cela a déjà été fait face à d'autres projets où l'on cherchait à initier les élèves à une démarche scientifique, que, « dans un travail sur document, le savoir savant feint de pouvoir être retrouvé dans la situation didactique : ce n'est pas critiquable en soi, le tout est de ne pas être dupe. [...] les élèves peuvent être pour quelques-uns des historiens de demain, ils ne sont pas de jeunes historiens. Ils restent des élèves qui apprennent l'histoire » (Dancel 1999, 100-101). Il convient effectivement de rester mesuré, mais il n'en demeure pas moins que la classe « Archives » fonctionne comme un véritable laboratoire expérimental de la vulgarisation des savoirs scientifiques, assurant un véritable enseignement de l'histoire hors les murs de l'école.

### CONCLUSION

Les modalités de la classe « Archives » ont considérablement évoluées durant les quatre années d'expérimentation : résultat de tâtonnements, d'échecs, de rebondissements et de satisfactions.

Cependant, avoir réussi à obtenir l'adhésion des élèves à une démarche, à des lieux et des missions qui peuvent leur paraître austères et éloignés de leurs centres d'intérêt, être parvenu à susciter leur curiosité et à les voir délibérément choisir de se cultiver en dehors des contraintes de l'évaluation et des instructions officielles, reste le succès majeur de la classe « Archives ».

Les élèves ont pu enfin au fil des séances, s'approprier un contenu scientifique, des techniques, un langage spécifique, tout en bénéficiant d'approches transdisciplinaires, croisant sciences humaines et sciences expérimentales. On peut parler ici d'une complémentarité avec l'enseignement à l'école, puisque l'ensemble de ces actions s'inscrivent dans les programmes scolaires, qui constituent le lien entre les deux formes d'enseignement. Cependant, et les fondateurs du service éducatif des Archives nationales le constataient dès l'origine, il s'agit d'une démarche plus active, qui échappe aux carcans horaires et disciplinaires, où le pédagogue a sa place mais aussi le scientifique. C'est l'échange constant entre les agents scientifiques des Archives nationales et les enseignants du service éducatif, pour établir les conditions de la transposition du discours scientifique à destination du jeune public, qui explique l'adhésion des élèves au projet. Cette classe « Archives » a été aussi le prétexte pour tester différentes formes de restitution des savoirs : production, restitution, valorisation des travaux par des techniques d'expression diverses.

En cela, la classe « Archives » nous semble constituer une expérience pratique de la vulgarisation scientifique, en cherchant non seulement à instruire, à éduquer, mais aussi à provoquer des émotions et des interrogations, en rétablissant enfin un lien entre le discours scientifique et des jeunes gens qui éprouvent sou-

vent de grandes difficultés dans le cadre « plus formel » de l'enseignement à l'école.

**Annick PEGEON**

Univ Lille Nord de France  
Équipe V2S-LBHE,  
Université d'Artois  
annick.pegeon@culture.gouv.fr

**Abstract :** Since its creation in the 1950's, the National Archives Education Service offers to teachers and their students, workshops and educational tours. Those activities are willing to introduce them to the archives and historical periods. It's in this context that was born in 2007 the « Archives » classroom which purpose is to ensure the discovery of the archives' importance and the national written heritage for secondary school students. The National Archives offers a wide range of innovative activities in our purpose-built classroom, giving groups an opportunity to work directly with real documents. In the same time, those activities draw a parallel with their history, art history and science classes. In that way, the « Archives » classroom constitutes a practical experience in the scientific popularization. The class is entended to be educational and to arouse interest and questioning by restoring a link between scientific views and young students who have sometimes difficulties with formal education.

**Keywords :** « Archives » classroom, informal education, source-documents, archives, scientific popularization, scientific method, interdisciplinarity, inductive method.

### Bibliographie

- Babelon J.-P. et Sève R. (1970) « Les archives et l'animation culturelle » – in : *Manuel d'archivistique. Théorie et pratique des Archives publiques en France*. Paris : Direction des Archives de France.
- Birée P. (2009) « Explorer les archives, traces du passé » – *Les Cahiers Pédagogiques* 471 (45-46).
- Boilevin J.-M. (2009) « La démarche d'investigation... Oui mais comment ? » – *Les Cahiers Pédagogiques* 469 (11-12).
- Braibant C. (1957) « Avant-propos » – in : M. Duchéin et S. Rumeau *La classe d'histoire aux archives*. Paris : Direction des Archives de France.
- Braibant C. & Bautier R.-H. (1958) « Les archives et l'enseignement » – in : *Une table ronde utile à l'histoire. Première conférence, Paris 1954*. Paris : Direction des Archives de France.
- Brunet R. (ss dir.) (1992) *Les mots de la géographie, Dictionnaire critique*. Paris : Reclus-La Documentation Française.
- Chaulanges M. (1961) *Pour une histoire vivante. Essai sur le rôle et l'emploi du texte dans l'enseignement de l'Histoire*. Paris : Delagrave.
- Castagnet V. (2007) *Enseigner aux Archives : entre transversalité et transdisciplinarité*. publication électronique sur <http://acehg.inrp.fr>
- Champigny D. & Durand B. (2002) « Enseigner les territoires de la proximité : quelle place pour l'enseignement du "local" ? » – in : *Apprendre*

- l'Histoire et la Géographie à l'école*. Actes du colloque des 12-14 décembre 2002, Paris : Publication électronique sur [http://eduscol.education.fr/D0126/apprendre\\_HG.pdf](http://eduscol.education.fr/D0126/apprendre_HG.pdf)
- Cheyne P.-D. (2008) « L'action culturelle auprès du jeune public » – in : *La pratique archivistique française* (441-463). Paris : Direction des Archives de France.
- Dancel B. (1999) « La place du document dans la nouvelle didactique de l'histoire » – *La gazette des Archives* 184-185 (95-102).
- Dorel G. & Gras J. (2002) « Quels territoires enseigner » – in : *Apprendre l'Histoire et la Géographie à l'école*. Actes du colloque des 12-14 décembre 2002, Paris : Publication électronique sur [http://eduscol.education.fr/D0126/apprendre\\_HG.pdf](http://eduscol.education.fr/D0126/apprendre_HG.pdf)
- Duchemin M. & Rumeau S. (1957) *La classe d'histoire aux archives*. Paris : Direction des Archives de France.
- Dupin J.-J. (2009) « Que faut-il inventer pour redonner le goût des sciences ? » – *Les Cahiers Pédagogiques* 469 (35-36).
- Favier J (1990) « Écoles et archives » – *Historiens et Géographes* 326 (257- 325).
- Favier J. (dir.) (2008) *La pratique archivistique française*. Paris : Direction des Archives de France.
- Forlivesi L. (2007) « Valorisation des archives » – in : *Abrégé d'archivistique. Principes et pratiques du métier d'archiviste* (265-287). Paris : Association des archivistes français.
- Gautier-Desvaux E. (1988) « L'action culturelle aux archives » – *La gazette des Archives* 141 (218-235), *Les Archives françaises à l'horizon de l'an 2000*, études rassemblées à l'occasion du XI<sup>e</sup> Congrès international des Archives.
- Granier G. & Picot F. (2002) « La place des documents dans l'enseignement de l'histoire et de la géographie » – in : *Apprendre l'Histoire et la Géographie à l'école*. Actes du colloque des 12-14 décembre 2002, Paris : Publication électronique sur [http://eduscol.education.fr/D0126/apprendre\\_HG.pdf](http://eduscol.education.fr/D0126/apprendre_HG.pdf)
- Houillon M.-A. (2004) « L'expérience d'une classe archives en ville nouvelle. Sensibilisation à l'espace construit autour des quartiers d'Annapes et de l'Hôtel de Ville de Villeneuve d'Ascq » – in : *La gazette des Archives* 199 (28-31), *Archives et politique de la ville*, Colloque de la section des archivistes municipaux de l'Association des Archivistes français, 14-16 juin 2000, Toulouse.
- Pernoud R. (1952) « L'expérience pédagogique du Musée de l'histoire de France » – *Museum* V- 4 (217-224).



LA CLASSE « ARCHIVES » DES ARCHIVES NATIONALES :  
UNE ÉDUCATION NON-FORMELLE À L'HISTOIRE

Classe « Archives »

Séance du mercredi 16 décembre 2009  
Lycée Henri Wallon d'Aubervilliers

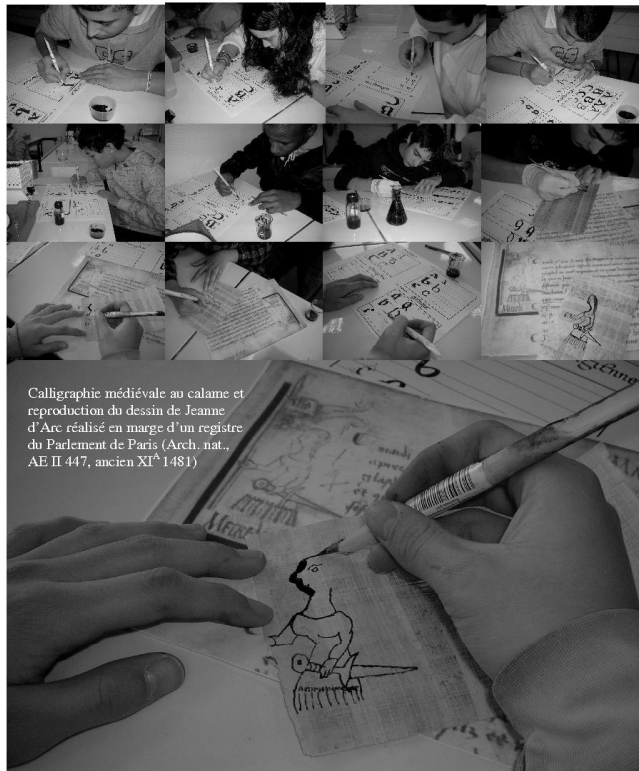
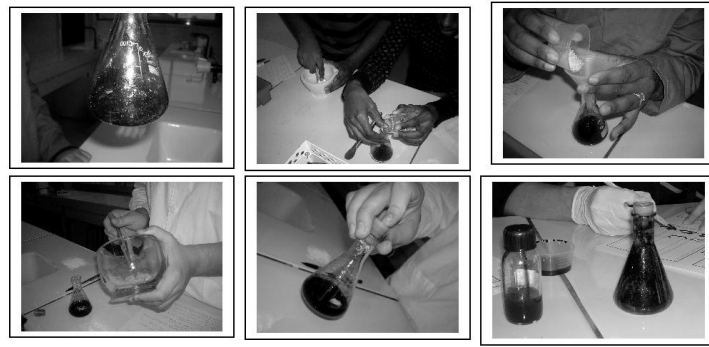
Fabrication d'une encre  
Quand l'histoire et la chimie se rencontrent

« Saisis un pot de terre avec huit livres d'eau ; ensuite une livre et demie de noix de galle et écrase bien ; ensuite fais bouillir jusqu'à ce que soit réduit de moitié ; puis prends trois onces de gomme arabique et écrase bien ; que la gomme soit versée, puis que cela bouille jusqu'à réduction de moitié. Ensuite retire du feu et puis prends quatre onces de vitriol et une livre de vin un peu chaud, et tu dois mélanger le vin et le vitriol dans un autre vase puis l'ajouter peu à peu à l'encre ».

Recette d'encre latine métallo-gallique d'après un manuscrit du XIII<sup>e</sup> siècle.

L'objectif de la séance était la réalisation d'une encre inspirée de cette préparation : on fait macérer des noix de galle dans de l'eau. Après filtration, on ajoute un sel métallique du type sulfate de fer (constituant du vitriol). On ajoute enfin un liant, la gomme arabique. Cette encre appartient à la famille des encres « ferro-gallique », type d'encre utilisé couramment dans le monde occidental depuis le XIII<sup>e</sup> siècle.





Figures 1 et 2 : Sciences et archives.  
Fabrication d'une encre ferro-gallique et calligraphie, lycée Henri Wallon d'Aubervilliers.  
© Service éducatif des Archives nationales